



Prolétaires de tous les Pays, Unissez-vous !

LA LUTTE OUVRIERE

Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier internationaliste (Bolchevick-Léninistes) - Section Française de la 4^e internationale

15, passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an. 12 fr.
— 6 mois. 6 fr.
Etranger, 1 an. 30 fr.
— 6 mois. 15 fr.
Compte-Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris



PREMIERE ANNEE. N° 22. Le N° 30 CENTIMES.
VENDREDI 27 NOVEMBRE 1936.

A la demande d'Hitler
Staline a gracié l'ingénieur
Stickling

STALINE
cède à la Gestapo
mais fusille
les révolutionnaires!

Aux 700.000 Syndiqués de la Métallurgie : 15.000 Métallos de Lille vous appellent à l'action Occupation de masse généralisée!

Les ouvriers ont sifflé Daladier

Conciliation ? non Unification des luttes

Le journal radical de Front populaire « L'Œuvre », pose la question :

« Un gouvernement de forme démocratique parlementaire est-il encore capable d'imposer entre patrons et travailleurs, un arbitrage accepté et respecté d'un commun accord? Ce problème est grave. Car s'il était résolu par la négative, il ne resterait plus le choix qu'entre la solution révolutionnaire avec tous les aléas, intérieurs et extérieurs qu'elle comporte ou la solution du corporatisme mussolinien, où l'arbitrage à poigne de l'Etat se traduit par des brimades aussi pour les uns que pour les autres. »

Ainsi se trouve mis à nu, par un profiteur de régime, un organe radical, l'équivoque criminelle sur laquelle est basé tout le programme du Front populaire : la défense d'une démocratie capitaliste vouée à l'impuissance... à la disparition.

On ne peut plus vivre dans la démocratie capitaliste. C'est ce qu'expriment instinctivement les ouvriers communistes, lorsqu'ils sifflent Daladier, le chef démocrate radical, au Vél' d'Hiv'.

Mais s'il en est ainsi, camarades communistes du rang, si vous comprenez que ces chefs radicaux sont des canailles qui laissent les officiers et la presse fasciste préparer un coup à la Franco, dans l'Armée, alors il faut les chasser, il faut en finir avec ces alliances avec les bourgeois qui musèlent les ouvriers et il faut se rassembler dans un Front prolétarien révolutionnaire contre le régime capitaliste, contre la guerre impérialiste, contre les bandes armées du Capital.

Thorez manifeste bras dessus bras dessous avec M. Archambaud, radical « ami » qui a fait des démarches en faveur de Guimier, du Journal « fasciste ».

Oui, les M.P.V.C., les ouvriers « en ont assez. A bas vos amis, les ministres radicaux !

Mais c'est surtout à l'usine, que se révèle le caractère intenable de la conciliation des classes, que veulent nous imposer les chefs du Front populaire avec leur arbitrage obligatoire et leur programme.

En fait d'arbitrage, le patronat féroce veut le combat à mort, contre les ouvriers.

Aux paroles de conciliation, ils opposent le revolver, les bandes de jaunes et de fascistes armées. Après Toury, Roubaix, le soleil, le crime du patron Cusinberche à Clichy, n'est

qu'une des premières escarmouches des attaques patronales qui vont se déclencher tandis que MM. Jouhaux, Frachon, Thorez cherchent la conciliation.

Ce matin même, un patron fasciste, 46, boulevard de la Villette, a frappé sauvagement ses ouvriers.

Le patronat fasciste du Nord s'exprime sur un ton de garde chioume et prépare de violentes agressions d'équipes de jaunes et de fascistes.

Malgré les conciliateurs, 15.000 métallos ont compris que seule l'action directe, l'occupation de masse, pouvait préserver leur pain. Leur magnifique combat d'avant-garde prélude à de grandioses luttes.

Les délégués des 700.000 métallos se réunissent demain. On leur prêchera le calme, « l'arbitrage obligatoire » !

Qu'ils méditent l'exemple de leurs camarades du Nord ! Alors qu'ils sont victimes du même vol et des mêmes sabotages, vont-ils les laisser seuls ?

Plus que jamais la division dans les luttes est un crime !

La lutte des métallos du Nord, c'est la lutte de toute la classe ouvrière.

On ne peut répondre à l'offensive patronale que par une contre-offensive généralisée, préparée par les Congrès des délégués d'usine. Il faut unifier les luttes sur le plan national. Pour une occupation de masse généralisée ! Pour le contrôle ouvrier sur la production et les échanges, en avant !

On ne peut plus vivre dans la démocratie capitaliste. C'est ce qu'expriment instinctivement les ouvriers communistes, lorsqu'ils sifflent Daladier, le chef démocrate radical, au Vél' d'Hiv'.

Mais s'il en est ainsi, camarades communistes du rang, si vous comprenez que ces chefs radicaux sont des canailles qui laissent les officiers et la presse fasciste préparer un coup à la Franco, dans l'Armée, alors il faut les chasser, il faut en finir avec ces alliances avec les bourgeois qui musèlent les ouvriers et il faut se rassembler dans un Front prolétarien révolutionnaire contre le régime capitaliste, contre la guerre impérialiste, contre les bandes armées du Capital.

Thorez manifeste bras dessus bras dessous avec M. Archambaud, radical « ami » qui a fait des démarches en faveur de Guimier, du Journal « fasciste ».

Oui, les M.P.V.C., les ouvriers « en ont assez. A bas vos amis, les ministres radicaux !

Mais c'est surtout à l'usine, que se révèle le caractère intenable de la conciliation des classes, que veulent nous imposer les chefs du Front populaire avec leur arbitrage obligatoire et leur programme.

En fait d'arbitrage, le patronat féroce veut le combat à mort, contre les ouvriers.

Aux paroles de conciliation, ils opposent le revolver, les bandes de jaunes et de fascistes armées. Après Toury, Roubaix, le soleil, le crime du patron Cusinberche à Clichy, n'est

qu'une des premières escarmouches des attaques patronales qui vont se déclencher tandis que MM. Jouhaux, Frachon, Thorez cherchent la conciliation.

Ce matin même, un patron fasciste, 46, boulevard de la Villette, a frappé sauvagement ses ouvriers.

Le patronat fasciste du Nord s'exprime sur un ton de garde chioume et prépare de violentes agressions d'équipes de jaunes et de fascistes.

Malgré les conciliateurs, 15.000 métallos ont compris que seule l'action directe, l'occupation de masse, pouvait préserver leur pain. Leur magnifique combat d'avant-garde prélude à de grandioses luttes.

Les délégués des 700.000 métallos se réunissent demain. On leur prêchera le calme, « l'arbitrage obligatoire » !

Qu'ils méditent l'exemple de leurs camarades du Nord ! Alors qu'ils sont victimes du même vol et des mêmes sabotages, vont-ils les laisser seuls ?

Plus que jamais la division dans les luttes est un crime !

La lutte des métallos du Nord, c'est la lutte de toute la classe ouvrière.

On ne peut répondre à l'offensive patronale que par une contre-offensive généralisée, préparée par les Congrès des délégués d'usine. Il faut unifier les luttes sur le plan national. Pour une occupation de masse généralisée ! Pour le contrôle ouvrier sur la production et les échanges, en avant !

On ne peut plus vivre dans la démocratie capitaliste. C'est ce qu'expriment instinctivement les ouvriers communistes, lorsqu'ils sifflent Daladier, le chef démocrate radical, au Vél' d'Hiv'.

Mais s'il en est ainsi, camarades communistes du rang, si vous comprenez que ces chefs radicaux sont des canailles qui laissent les officiers et la presse fasciste préparer un coup à la Franco, dans l'Armée, alors il faut les chasser, il faut en finir avec ces alliances avec les bourgeois qui musèlent les ouvriers et il faut se rassembler dans un Front prolétarien révolutionnaire contre le régime capitaliste, contre la guerre impérialiste, contre les bandes armées du Capital.

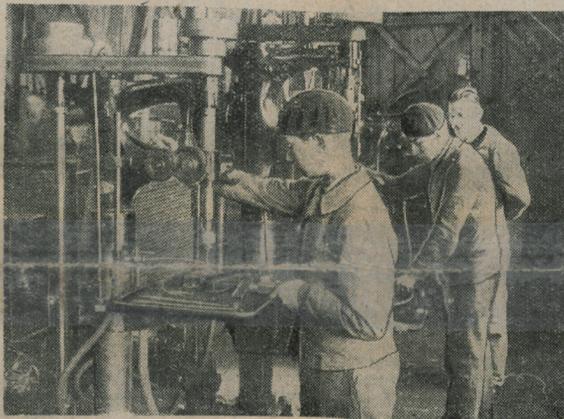
Thorez manifeste bras dessus bras dessous avec M. Archambaud, radical « ami » qui a fait des démarches en faveur de Guimier, du Journal « fasciste ».

Oui, les M.P.V.C., les ouvriers « en ont assez. A bas vos amis, les ministres radicaux !

Mais c'est surtout à l'usine, que se révèle le caractère intenable de la conciliation des classes, que veulent nous imposer les chefs du Front populaire avec leur arbitrage obligatoire et leur programme.

MILICE OUVRIERE CONTRE LE PATRONAT ASSASSIN !

Grève générale de la Métallurgie à Lille



Le conflit s'est déclenché à Fives-Lille. Deux mille cinq cents ouvriers décident la grève pour s'opposer au renvoi d'un ouvrier chaudronnier, militant influent, le camarade Emile Meyer.

Le mouvement s'élargit à l'Alsthom, à Lesquin.

Immédiatement la direction du syndicat comprend qu'elle ne peut s'opposer à ce mouvement et le canalise en l'élargissant aux 12.500 ouvriers métallurgiste Lillois et en lui donnant une base revendicative :

Application de la convention collective, des 40 heures à partir du 30 novembre, sans diminution de salaires, et augmentation générale des salaires de 15 % correspondant à l'augmentation du coût de la vie.

Depuis juin, les métallurgistes de la région lilloise n'avaient pas obtenu satisfaction ; leur contrat collectif, signé après les grèves, est faible.

Le gros patronat de Fives-Lille, Peugeot, Alsthom, Compagnie lilloise des moteurs, etc., etc., est un patronat, dur, féroce. Les ouvriers attendaient la revanche et rien ne pouvait les retenir.

Dès le début de la grève, le patronat se scinde : les petits patrons, au nombre de 15, signent le 21 novembre leur accord avec les revendications. Mais les gros patrons refusent de rencontrer l'organisation syndicale des Métaux ; ils manœuvrent en cherchant à dresser les employés et techniciens contre les ouvriers, mais sans succès.

Le journal du Comité des Forges, Le Temps, publiait le mardi 24 novembre, une motion de la Chambre syndicale métallurgique de Lille (des patrons, naturellement !) qui attire l'attention des pouvoirs publics contre les nouvelles violations du droit de propriété » (Que va dire le P. C. qui est maintenant pour le droit de propriété comme les bourgeois radicaux ?) et « s'oppose à toute neutralisation d'usine » et déclare : « En outre, tous ses membres s'engagent sur l'honneur à ne se prêter à aucune conversation avec qui que ce soit avant reprise du travail dans la totalité des usines de ses adhérents. »

C'est clair, le patronat féroce du Nord est décidé au combat. C'est sa réponse aux secrétaires du Syndicat des Métaux, Manguine et Gauthier, qui se disciplinent au Parti stalinien, sont allés demander au Préfet du Nord de neutraliser les usines pour qu'il soit possible de faire accepter l'évacuation. Même de cette manœuvre stalinienne pour étouffer le mouvement gréviste, le patronat n'en veut pas, car sa volonté est de dompter le prolétariat.

Cette politique stalinienne d'affaiblissement des luttes grévistes aura des répercussions dans l'unité de la grève, au début de la semaine on annonce déjà que des entreprises ne sont pas occupées.

On sait, en effet, que la C. G. P. F. (Confédération Générale du Patronat Français) s'oppose à l'application de la semaine de 40 heures et encore plus à l'augmentation des salaires.

(Lire la suite page 3)

Durruti est mort héroïquement

Durruti, le chef légendaire des premières colonnes ouvrières qui sauvèrent la Catalogne du fascisme, a été tué sur le front de Madrid, Anarchiste, membre de la C.N.T. et de la



Le nouveau "procès" de Novosibirsk

Arrêtez les bourreaux stalinistes !

Le dernier procès de Novosibirsk est la répétition d'un nouveau procès de Moscou contre les révolutionnaires.

Staline vient de mettre en scène un nouveau procès. Certes, la figure est moins brillante qu'au précédent procès de Moscou, fin août, et la pièce se déroule sur une lointaine scène provinciale. Ce n'est pas par hasard. Le procès de Novosibirsk n'est qu'une répétition, ce n'est que la préparation à un nouveau procès, plus imposant, qui se jouera bientôt avec des personnages plus en vue. Examinons les choses de près.

Tous les accusés du procès de Novosibirsk sont des inconnus.

La seule personne connue est Drobnis, bolchevik assez marquant. Mais Drobnis n'est pas accusé, il n'est que témoin. Pourquoi ? On n'en sait rien. Il a participé à la lutte commune de « sabotage » et il fait des aveux. Mais depuis le procès de Zinoviev-Kaménev, les rôles de témoin et d'accusé s'échangent avec une facilité qui ne doit plus nous étonner. Pour la plus grande gloire de la justice soviétique.

Quel est le fond de l'accusation ? Il y a d'abord les éternelles préparations d'attentats contre les grands chefs. Au procès de Moscou, il y avait eu l'attentat de Nathan Lourie contre Vorochilov, attentat qui avait échoué, car l'automobile de Vorochilov « allait trop vite ». A Novosibirsk, il y a un attentat contre Molotov (l'oublié du procès de Moscou) et ce fut l'échec « faute de vitesse suffisante ». Staline a corrigé l'imbroglie du procès de Moscou en remplaçant la vitesse excessive par la lenteur insuffisante ! Mais l'essentiel de l'accusation n'est pas dans

les attentats individuels contre les chefs ; c'est d'avoir organisé le terrorisme contre les ouvriers.

On comprendrait que des saboteurs terroristes s'attaquent à des techniciens, des ingénieurs, des chefs responsables, cherchant à détruire des machines perfectionnées, des installations coûteuses, etc. Non ! Rien de tout cela. Les terroristes voulaient faire mourir les ouvriers du rang « comme des rats », ils les empoisonnaient. Les asphyxiaient et étaient heureux quand ils avaient pu en faire périr une douzaine. Sans doute, espéraient-ils affaiblir ainsi le prolétariat soviétique. L'accusation atteint ici une absurdité sans précédent.

Nous ne possédons pas d'autres informations que celles de la presse. Les dépêches sont datées de Moscou, c'est-à-dire que les débats « arrangés » du procès sont rapportés après avoir subi un nouvel « arrangement ». Malgré tout, les contradictions criantes fourmillent.

Ainsi, Drobnis a reçu, par l'intermédiaire de Piatokov, des directives de Smirnov à la fin de 1934. Or, Smirnov était en prison depuis le 1^{er} janvier 1933. Les murs des prisons politiques soviétiques sont très perméables, comme chacun sait.

On apprend aussi que Trotsky a commencé à faire bloc avec les fascistes DEPUIS 1927. Ici, nous atteignons la farce. Qui connaissait alors le mouvement de Hitler ?

Il est apparu sur l'arène internationale en 1930. Songer à lui en 1927 pour renverser Staline ! Quel cerveau obtus de bureaucrate a bien pu imaginer pareille absurdité ?

VAN.
(Lire la suite page 2)

Le Gouvernement Blum aide les rebelles espagnols

Séverac, dans sa rubrique du Populaire, a déclaré cyniquement que si blocus il y avait, c'était uniquement le blocus des rebelles. Mais on sait que la maison Brandt et d'autres munitionnaires français continuent de ravitailler en armes et munitions les rebelles espagnols et cela avec l'autorisation du Gouvernement Blum.

MAIS IL Y A MIEUX : BLUM FOURNIT DIRECTEMENT DE L'ARGENT AUX FASCISTES ESPAGNOLS.

R. Louzon, dans la Révolution Prolétarienne du 10 novembre, écrit ce qui suit :
(Lire la suite page 3)

AUX LECTEURS

A partir du prochain numéro la « Lutte Ouvrière » coûtera 0 fr. 50.

(Lire en page 4 l'article de l'Administration)

APRES LA MORT DE SALENGRO

Dimanche dernier, à la manifestation organisée par le Front populaire, nos cellules du P.O.I. et des J.S.R. ont distribué plusieurs milliers de tracts, dont notre cliché reproduit les mots d'ordre.

Nos tracts furent très bien accueillis et seuls quelques stalinistes appointés essayèrent sans résultat d'ailleurs de déclencher des bagarres contre nous.

LA LUTTE INTERNATIONALE INDOCHINE

Les Staliniens prêchent la confiance dans le bourreau

« Confiance nécessaire et absolue au Gouvernement du Front populaire avec toutes ses conséquences. »

Voilà ce que prêchent les staliniens aux peuples d'esclaves d'Indochine.

Le 5 novembre 1936 dernier a eu lieu, à la salle du Réveil du Peuple, une réunion d'information du Rassemblement populaire des Indochinois à Paris sur ce qui s'y passe récemment ; le stalinien Duong Bach Mai, conseiller municipal à Saïgon, nouvellement arrivé, a pris la parole :

« De 8 à 900 Comités d'action de masses ont été formés dans tous les coins du pays dans toutes les couches sociales pour élaborer leurs revendications immédiates. Les masses travailleuses ont tellement confiance au Gouvernement que leurs tracts sont signés avec indication de leur lieu de domicile ; c'est ainsi que tous ceux qui ont signé les tracts ont été arrêtés quand Moutet a donné l'ordre de répression. Les délégués administratifs, les agents de la Sûreté peuvent assister normalement les séances du Comité, les figures sont repérées, les ouvriers sont renvoyés le lendemain. Un ancien instituteur, Nguyen van Tip, Ben-Luc, il a été condamné à trois ans de prison, Nguyen van Xuyen, membre de ce Comité, a huit mois ; a pris la parole dans un Comité à Tac, Thàn, Nimb, organisateurs du Comité sont arrêtés, ils ont fait la grève de la faim et des milliers de répression... comme ça nous (les staliniens) avons toujours invité les masses à travailler pacifiquement dans la légalité, pas une seule occasion où nous employons des mots violents qui puissent troubler l'ordre, et si M. Moutet a ordonné le maintien de l'ordre, c'est qu'il a écouté le faux rapport du Gouvernement de l'Indochine qui interprète mal la pensée de M. Moutet. C'est le Gouvernement de l'Indochine qui déshonore le Gouvernement de France. Je vous assure que M. Moutet m'écouterait (sic ! ! !). Nous (staliniens) voulons que le Congrès Indochinois puisse se tenir. En terminant, nous vous appelons à vous unir pour voter cette motion qui sera envoyée au Congrès Indochinois à Saïgon. »

« Voici la teneur :

« Confiance nécessaire et absolue au Gouvernement du Front populaire et à tous les partis adhérents avec toutes ses conséquences. »

Il y avait une autre motion démagogique, bâtarde présentée par deux anciens chefs du Cercle d'études sociales des Indochinois à Paris, dissous après l'assassinat du cuisinier annamite de la rue de Lille, à laquelle se sont ralliés quelques anciens communistes et quelques réformistes.

Pour les deux dirigeants du Cercle d'études sociales : tout a fait d'accord avec la motion stalinienne sans la formule de confiance au Gouvernement, il faut la remplacer par : Attendez le Gouvernement aux actes (sic ! ! !)

Pour les communistes de tendance, que faire ? Inviter les masses à s'organiser et lutter pour demander au Gouvernement d'appliquer son programme.

Notre camarade S... au nom du groupe indochinois de notre Parti a pris la parole pour dénoncer la nature impérialiste du Gouvernement du Front populaire qui reste toujours le Gouvernement de la « Mère Patrie » contre les prolétaires de France et des peuples opprimés des colonies. Il dénonce la réconciliation prêchée par les staliniens entre les esclaves d'Indochine avec leur maître qui n'est que la répétition de la trahison en Chine en 1927.

Notre camarade S... a fait appel à toutes les tendances ouvrières et nationalistes révolutionnaires pour réaliser le front révolutionnaire contre l'ennemi commun : l'impérialisme français. Voici la motion présentée :

« Pas de confiance au Gouvernement du Front populaire ; confiance dans la lutte directe et commune des masses en France et en Indochine pour l'organisation de cette lutte directe (Grève générale, manifestation, etc...), confiance dans le Gouvernement ment ouvrier et paysan en France et en Indochine. »

Le Groupe Indochinois du P. O. I. (B. L.) Section française de la IV^e Internationale.

MAROC Libérez OUAZZANI et EL FASSI

Au Maroc l'hiver s'annonce très dur. La sous-alimentation permanente des grandes masses dépasse actuellement toute imagination. Dans un douar de 3.151 habitants (et c'est un cas très général) il y a au maximum le tiers de la population qui réussit à travailler quelques jours par semaine. Les deux autres tiers chômeurs, meurent lentement de faim. Il n'y a évidemment pas d'allocations de chômage pour le Marocain, ni aucun secours d'aucune sorte. Même ceux qui sont en prison (très souvent parce qu'ils n'ont pu payer l'impôt) doivent être nourris par leur famille.

Cette année, le prix de la vie a monté. Le pain est passé de 1 fr. 90 à 2 fr. 20 le kilo et ceux qui travaillent gagnent AU MIEUX 5 à 6 francs par jour. Une bonne à tout faire qui travaille du matin au soir gagne 3 fr. par jour. Et elle est considérée comme une privilégiée. Dans les campagnes il est fréquent de voir les paysans manger de l'herbe. Et la file de ceux qui font les routes les chaînes aux chevilles parce qu'ils n'ont pas payé l'impôt, s'allonge démesurément. Cette année, le représentant du Gouvernement Blum vient d'élever l'impôt ; le taux du terth, impôt sur le rendement de la terre !

C'est au moment précis où cette mesure accuse encore son caractère épouvantable que le Gouvernement Blum fait arrêter, emprisonner et condamner pour six mois deux chefs du mouvement nationaliste arabe, Ouazzani et El Fassi.

Pourquoi ? Le 25 octobre dernier se tenait à Rabat le premier congrès du Parti nationaliste marocain. Il y avait des représentants des différentes couches sociales et de tous les grands centres du pays. Il s'agissait de réviser toute l'activité du mouvement au cours des six dernières années et de proposer une nouvelle plate-forme. Le bilan était négatif. Tout dernièrement encore, le Gouvernement Blum refusait d'accorder la moindre réforme. Il s'agissait maintenant de passer de la politique des « télégrammes » à une action de masse. Le mouvement nationaliste venait de faire l'expérience que les « pressions » diplomatiques ne servaient à rien. Le 1^{er} novembre, le mouvement nationaliste tenait à Fez un meeting privé qui rassemblait plus de 3.000 personnes, dont un bon nombre représentant les différentes corporations de la ville. Le meeting ratifia les décisions du Congrès de Rabat. C'est-à-dire précisément d'entamer une action pour arracher LES LIBERTES DEMOCRATIQUES ELEMENTAIRES.

Nous publions, ci-dessous, un résumé du décret du Conseil de la Généralité de Catalogne, adopté il y a un mois, concernant la collectivisation de l'industrie. Il s'agit d'un régime transitoire, dans lequel les ouvriers imposent leur loi à l'usine, mais où la question de la « collectivisation » n'est pas clairement résolue à l'échelle régionale (et naturellement pas à l'échelle nationale). Le problème de la nationalisation des banques n'est pas résolu, et par conséquent la collectivisation industrielle reste aussi à demi en suspens : c'est, en effet, la une des raisons pour lesquelles chaque usine catalane doit fonctionner sur la base de sa propre rentabilité.

Les ouvriers français doivent étudier la leçon des ouvriers catalans, et s'inspirer de leur exemple.

DECRET

Les entreprises industrielles et commerciales de Catalogne se classent en :

- a) Entreprises collectivisées, dans lesquelles la responsabilité de la direction retombe sur les ouvriers qui la composent et qui sont représentés par un Conseil d'Entreprise ;
- b) Entreprises privées, dans lesquelles la direction reste à la charge du propriétaire ou du gérant, avec la collaboration et sous le contrôle du Comité Ouvrier.

1. — Entreprises collectivisées

Sont collectivisées toutes les entreprises industrielles et commerciales qui occupent plus de cent salariés.

Sont jointes à ce groupe les entreprises qui, occupant un nombre inférieur d'ouvriers appartenant à des éléments déclarés factieux ou dont les propriétaires se sont enfuis. Exceptionnellement, des entreprises moins importantes pourront être collectivisées en accord avec les ouvriers de l'entreprise, à la majorité des trois quarts.

Tout l'actif et le passif de l'entreprise antérieure seront transmis à l'entreprise collectivisée.

Les anciens propriétaires ou gérants seront employés dans la nouvelle entreprise quand leurs capacités techniques ou de gestion rendront leur collaboration indispensable.

Au moment où s'opérera la collectivisation, on ne pourra licencier aucun ouvrier de l'entreprise.

Dans les entreprises où il y a des intérêts étrangers, les Conseils d'Entreprise ou les Comités Ouvriers de Contrôle communiqueront ces cas à la Consoilerie de l'Economie. Celle-ci convoquera les éléments intéressés pour traiter de l'affaire et trouver la solution qui assurera la sauvegarde de ces intérêts.

Le procès de Novosibirsk

(Suite de la première page) On apprend aussi qu'a eu lieu à Berlin, en 1931, une entrevue entre Piatakov, Smirnov et Sédov. Tous ceux qui ont lu le Livre Rouge que nous avons publié sur le procès de Moscou, connaissent la vérité sur cette histoire. Nous nous réservons d'ailleurs d'y revenir, comme sur un certain nombre de questions soulevées au procès de Novosibirsk.

Quelques mots en ce qui concerne les arrestations de sujets allemands. Un seul Allemand est mêlé au procès de Novosibirsk, c'est un certain Sticking. Que la Gestapo hitlérienne intrigue par différents moyens en U. R. S. S., c'est à peu près certain. Que la Guépéou ait connaissance de tel ou tel fait, c'est sûr. En dehors même de véritables agents de la Gestapo (qui, nous le répétons, ne doivent pas manquer), la Guépéou peut toujours monter un complot autour d'un ingénieur allemand plus ou moins naïf. Le sens politique et policier de l'affaire est tout à fait clair : approfondir l'identification des saboteurs hitlériens et des contre-révolutionnaires trotskistes.

Le procès de Novosibirsk met directement en cause Piatakov et Mouralov.

Piatakov était hier encore commissaire adjoint à l'industrie lourde. C'est un vieux bolchevik, membre du Comité central, séparé de l'opposition depuis bien longtemps, au XV^e Congrès du Parti bolchevik, fin 1927. A la différence de Zinoviev, Kaménev et beaucoup d'autres toujours

tenus pour suspects et écartés des postes responsables, Piatakov était resté dans les cercles dirigeants supérieurs. On apprend maintenant que celui qui fut un des chefs de l'industrie soviétique, était un agent de l'Allemagne, qui utilisait son poste pour saboter l'économie !

Mouralov est un vieux bolchevik, justement célèbre par sa conduite héroïque pendant la guerre civile. Il est un des rares qui n'aient jamais capitulé. Il se tenait à l'écart, mais ne s'était jamais repenti de rien.

La mention de Piatakov et de Mouralov sur la scène de Novosibirsk est la préparation directe du procès contre eux (et contre d'autres). Dans un procès où la publicité est moins grande, avec des figures de second ordre, Staline veut se faire la main pour un plus grand procès. La répétition est jouée maintenant, la soirée de gala vient à grands pas.

Travailleurs révolutionnaires, c'est vous seuls qui pouvez arrêter le bras du bourreau. Dans vos organisations, politiques et syndicales, réclamez l'envoi en U. R. S. S. d'une Commission d'enquête qui puisse entendre les dépositions des accusés que menace la balle du revolver staliniste. Travaillez à faire la lumière sur les assassinats de Zinoviev, Kaménev et Smirnov. Répandez la vérité, c'est rendre le travail plus difficile à Staline. Faites connaître autour de vous le Livre Rouge sur le procès de Moscou que nous avons publié. Que partout les voix s'élèvent pour crier halte aux assassins de Moscou !

Solidarité avec le Poum !

Nous avons déjà signalé une série d'actes de banditisme de la part des éléments staliniens espagnols contre le POUM :

- 1^o Sac du local des Jeunesses de Madrid ;
- 2^o Suspension du journal du POUM à Madrid.

Cette semaine, LA BATALLA, organe central du POUM, nous apprend que ces attaques criminelles continuent, Y COMPRIS SUR LE FRONT. LA BATALLA du 10 novembre déclare, en parlant de la « solidarité » stalinienne :

« La solidarité (?) des éléments du PSUC (staliniens) qui ont déclenché contre nos miliciens une campagne canaille sur la question de Lecina dont la censure de guerre ne nous permet pas de parler ; la solidarité (?) démontrée à Granen au lieu de nous aider ; la solidarité qui se traduit le fusil à la main contre les infirmiers sans défense de notre hôpital de Sarinena... »

Nos lecteurs connaissent la nature de nos divergences tactiques avec l'orientation suivie ces temps derniers par la direction du POUM. Cela ne nous empêche nullement — au contraire — d'affirmer notre solidarité avec le POUM contre les attaques dont ils sont l'objet dans un moment grave de la Révolution espagnole. Les divergences peuvent être surmontées par une discussion politique sérieuse et par l'expérience même de la lutte. Mais contre les attaques pogromistes du stalinisme en Espagne envers le POUM — que nous connaissons bien en France — une solidarité destructible s'exercera. Des militants du P.O.I. appertent, dans les rangs des milices, notre contribution à la lutte internationale. Coudé à coude avec les ouvriers et miliciens espagnols, les marxistes développeront la lutte pour le pouvoir ouvrier, contre les continuateurs staliniens du menchévisme et de la social-démocratie.

L'argument de Staline

Baïllonnons Trotsky puis disons : « Il ne répond pas »

« Trotsky ne se hâte pas de démentir (les accusations portées contre lui) quoique depuis la fin du procès il se soit passé suffisamment de temps pour qu'il ait pu rassembler ses forces et attaquer au moins l'un des points du procès. »

Voilà ce qu'écrivit dans le dernier numéro du Bolchévik (?), organe théorique (?) du Parti communiste (?) russe, Vychinski, le procureur du procès de Moscou qui fit fusiller Smirnov, Zinoviev et Kaménev « comme des chiens enragés ».

Staline a contraint le gouvernement norvégien à emprisonner Trotsky. Certes, les ministres, royaux, réformistes norvégiens ont fait preuve d'une lâche docilité. Pas un mot à ce sujet n'a été publié dans la presse soviétique, de sorte qu'en U. R. S. S. tout le monde peut croire que Trotsky est libre de parler et d'agir. A l'abri de cette censure, Vychinski-Bourreau « s'étonne » que Trotsky ne réponde pas ; il n'a évidemment rien à répondre !

On bâillonne la victime et s'on s'écrit : « Ah ! tu ne réponds pas ? Tu es donc bien coupable ! »

Or, le seul des accusés du procès de Moscou qui soit en liberté, Sédov, a réuni un Livre Rouge ; c'est un ensemble de documents et de preuves accablants pour les falsificateurs-assassins de Moscou. Tous les faux du procès apparaissent dans leurs contradictions criantes. A cela, Vychinski ne répond pas ; N'est-ce pas la meilleure preuve de la justesse de nos accusations ?

Travailleurs révolutionnaires, lisez et faites lire autour de vous ce Livre Rouge ; en faisant connaître la vérité, vous ne dévoilerez pas seulement les crimes passés de Staline, vous rendrez aussi plus difficiles de nouveaux assassinats.

QUELQUES BONNES PAROLES

« Si nous devons la faire, cette guerre, ce sera la dernière. » (à la Mutualité, 12 février 1936.)

Marcel GACHIN.

« Il est parfaitement vrai que la mobilisation n'est pas la guerre, que, parfois, elle seule peut l'empêcher. »

« Marianne », du 4 mars 1936. Emmanuel BERL.

« L'heure est proche où, au chant de la « Marseillaise », nous rendrons la liberté au peuple allemand. » (Congrès de Villeurbanne. Maurice THOREZ, Janvier 1936.)

Front d'Espagne

Nos camarades nous écrivent

Voici quelques impressions d'un camarade, ingénieur, qui se trouve sur le Front :

« La vie à Barcelone continue normalement et les divers services publics fonctionnent parfaitement. Si l'on songe qu'à l'activité normale de la cité s'ajoute celle provenant de l'équipement, de l'armement et de l'alimentation d'une armée de quelque 200.000 hommes, que la population de Barcelone comporte aujourd'hui des centaines de mille de personnes qui n'y résident pas en temps normal, et si l'on se représente que les hommes qui tiennent les leviers de commande n'ont reçu avant le 19 juillet aucune préparation pratique de la conduite d'une guerre et d'un Etat, on doit saluer avec respect et admiration nos camarades espagnols et catalans. »

« ... Ici, au front, il règne un esprit admirable, un moral excellent et une volonté parfaite d'arriver au but. Que ceux d'entre vous qui veulent nous aider agissent de toutes leurs forces pour faire cesser l'infâme « non-intervention » et qu'ils s'efforcent de nous faire parvenir malgré tout des armes, munitions, canons et avions. »

Notre camarade M. Lœillet, nous écrit du Front de Huesca :

« La situation sur le front de Huesca est très bonne, mais très stationnaire. C'est maintenant la guerre de tranchée tempérée par un manque bilatéral de munitions ou plutôt par leur insuffisance. Il y a dans notre secteur une tranchée que les Espagnols ont déterrée « Tranchée de la Mort ». Elle est à 35 ou 40 mètres de la tranchée fasciste et on s'y tance mutuellement des injures et des grenades. »

« M. L. » Columna Internacional del P. O. U. M. Frente Huesca, Espana.

Aidez les vaillants combattants d'Espagne. Toute aide matérielle peut nous être adressée 15, passage Dubail (Vêtements chauds, lainages, argent...)

L'ACCORD GERMANO-NIPPON

Cet accord qui vient d'être publié est dirigé contre l'U.R.S.S.

Mais au lieu de mobiliser les masses sur le terrain révolutionnaire, l'Humanité s'efforce de persuader M. Herriot que l'accord vise la France. Et même elle souligne en titre que Mussolini ne l'a pas signé. Mussolini serait-il un ami de l'U.R.S.S. ?

La collectivisation de l'industrie en Catalogne

IV. — Les Conseils Généraux d'Industrie

Les Conseils Généraux d'Industrie seront constitués par :

- 4 représentants des Conseils d'Entreprises de cette industrie.
- 8 représentants des diverses centrales syndicales, désignés suivant un taux proportionnel.
- 4 techniciens nommés par le Conseil de l'Economie.

Chacun de ces Conseils sera présidé par le représentant de cette branche au Conseil de l'Economie.

Les Conseils Généraux d'Industrie détermineront les plans de travail de l'industrie et régulariseront la production de leur branche et régleront toutes les questions qui la concernent.

Les décisions qu'adoptent les Conseils généraux d'industrie seront exécutées. Aucun Conseil d'Entreprise ni aucune entreprise privée ne pourra s'opposer à leur exécution.

Les Conseils d'Industrie seront en contact avec le Conseil de l'Economie et régleront leurs actes sur les décisions de ce Conseil, lui rendant compte de la marche de leur branche économique.

V. — Groupement d'industries

Dans un délai de 15 jours, le Conseil de l'Economie déposera un projet de regroupement des industries en tenant compte de la matière du caractère des opérations industrielles, de l'unification technique et de la gestion commerciale.

VI. — Obligations industrielles

Lors de toute collectivisation ou socialisation d'une entreprise, qu'il s'agisse d'intérêts nationaux ou étrangers, on établira un inventaire complet et détaillé de tous les biens meubles et immeubles.

III. — Les Comités de Contrôle dans les industries privées

Dans les industries où les commerces non collectivisés il est imposé de créer un Comité Ouvrier de Contrôle dans lequel seront représentés tous les services — de production, techniques et administratifs — que comprend l'entreprise. Le nombre de membres sera déterminé librement par les ouvriers et il y aura représentation proportionnelle des diverses centrales syndicales.

Les ressorts du Comité de Contrôle seront :

a) Le contrôle des conditions de travail, c'est-à-dire des conditions en vigueur quant aux salaires, horaires de travail, assurances sociales, hygiène et sécurité, comme de la discipline dans le travail. Toute modification de personnel que fera le gérant de l'entreprise sera contrôlée par le Comité.

b) Le contrôle administratif, c'est-à-dire le contrôle des recettes et dépenses, s'assurant qu'elles répondent aux nécessités du négoce de l'entreprise, surveillant toutes les autres opérations commerciales.

c) Le contrôle de la production, consistant en une étroite collaboration avec le patron afin de perfectionner la production. Les Comités ouvriers de contrôle auront pour tâche de maintenir les meilleures relations possibles avec les éléments techniques afin d'assurer la bonne marche du travail.

Les patrons seront obligés de présenter aux Comités ouvriers de contrôle les bilans et mémoires annuels qui seront ensuite transmis au Conseil Général de l'Industrie respective.

Les Comités de Contrôle dans les industries privées

Dans les entreprises de plus de 500 ouvriers, ou dont le capital est supérieur à un million de pesetas, ou dont la production est en rapport avec la défense nationale, la nomination du Directeur devra être approuvée par le Conseil de l'Economie.

Dans toutes les entreprises collectivisées, il y aura obligatoirement un représentant de la Généralité qui fera partie du Conseil d'Entreprise et sera nommé par le Conseil de l'Economie, en accord avec les travailleurs.

Les Conseils d'Entreprise rendront compte de leur gestion à la fin de leur exercice, devant tous les ouvriers réunis en Assemblée Générale.

Les fonctions du Conseil sont révoquées en tout ou partie par l'Assemblée générale des ouvriers et par le Conseil de l'Industrie, dans le cas d'incompétence manifeste ou de résistance opposée aux normes fixées... Des formes d'appel de ces décisions sont prévues.

LES LUTTES OUVRIERES

Avant le Congrès de la Fédération des métaux Raymond Semat écrit...

Nous avons démontré au cours de précédents articles la valeur de la politique de conciliation préconisée dans le rapport d'Action fédérale présenté par le Bureau de la Fédération des Métaux. Cette politique de louvoisement entre deux classes ennemies : l'exploiteuse, le patronat, et l'exploitée, la classe ouvrière, mène à l'aventure en affaiblissant les possibilités de lutte des métallurgistes.

Dans l'Humanité du 21 novembre, Raymond Semat explique que les métallurgistes ne tiennent pas absolument à la lutte gréviste par l'occupation des usines parce qu'ils ne veulent pas dissocier le Front Populaire.

« Mais les patrons résistent, manœuvrent, attaquent et sabotent ces lois », écrit Semat.

Et il ajoute à la suite qu'il « n'y aura plus jamais d'occupation d'usines lorsque la bourgeoisie acceptera honnêtement des lois de « progrès social », encore insuffisantes, que le patronat appliquera celles-ci avec les conventions collectives, et qu'il sera prêt à suivre l'évolution du moment pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs ».

Ce qui veut dire : si la bourgeoisie était sage, la lutte de classes serait inutile, l'accord pacifique bourgeoisie-classe ouvrière serait réalisé.

Mais les métallurgistes savent parfaitement que pour supprimer la lutte de classes, il faut d'abord abattre le régime bourgeois. Et ils espèrent bien mener leurs luttes jusqu'à leur aboutissant révolutionnaire.

Que les chefs du Parti radical, adhérent au Front Populaire, condamnant l'action gréviste, cela veut dire qu'ils sont les ennemis des intérêts des ouvriers.

Cependant Semat essaie de maintenir l'alliance avec les bourgeois radicaux en s'adressant à la bourgeoisie pour lui demander d'accepter « honnêtement les lois ».

Au Congrès de la Fédération des Métaux, les dirigeants stalinien comme Semat feront les efforts nécessaires pour que triomphe la politique d'alliance avec la bourgeoisie radicale chère au Parti dit communiste, et pour ce faire accepteront l'amendement du rapport sur l'Action fédérale pour y introduire des phrases plus gauches. Mais la politique elle-même restera la même dans son orientation fondamentale.

Heureusement les métallurgistes ne l'entendent pas ainsi, ils passent à l'action directe de classe et occupent les usines, même si cela doit déplaire à MM. Daladier, Herriot et autres bourgeois.

C'est sous cette pression des masses que Raymond Semat donne une allure « gauche » à son article.

Mais il freine, tergiverse, louvoie, et ne suit la poussée des ouvriers que pour conserver le plus longtemps possible leur confiance.

Ceci démontre, avant que les événements eux-mêmes en apportent une démonstration nouvelle plus frappante, que la classe ouvrière n'a plus de direction révolutionnaire pour aller au combat contre un patronat décidé à la lutte à outrance.

Le Parti Ouvrier Internationaliste est aux côtés des ouvriers métallurgistes dans leurs luttes, avec eux il combat vaillamment, avec lui les métallos forgeront le Parti de la Révolution prolétarienne, la véritable direction révolutionnaire du prolétariat.

Dans les entreprises

POUR LA GREVE GENERALE DE L'ALIMENTATION M. NICOLAS PAIE SES LIVREURS 150 FRANCS PAR SEMAINE

Camarade ménagère, quand tu vas faire tes provisions chez l'épicerie de ton quartier (Potin, Damoy ou commerçant de moindre importance), as-tu pensé quelques fois en voyant les vendeurs gais, aimables, souriants à l'exploitation honteuse de ces travailleurs, à leurs misères, à leurs fatigues ?

Certainement non, et pourtant s'il y a une catégorie de salariés, de malheureux, c'est bien celle-ci.

Dans l'épicerie, les commis commencent le matin à 7 h. 30 et jusqu'au soir 8 heures, ils sont sous la domination de leurs patrons, soit pendant douze heures et même pendant l'heure du repas, car les commis épiciers sont nourris par la maison où ils travaillent et la plupart du temps, tout ce qui est vendu va à la table des commis. Même la nuit, le garçon épicerie n'échappe pas au contrôle de son patron qui le loge, et comment ?

Je me souviens que dans la première boîte où j'ai travaillé, nous couchions trois commis dans une toute petite chambre sous les toits. Il y avait juste la place pour les lits qui se touchaient et pas de fenêtre, juste un vasistas que l'on ne pouvait ouvrir quand il tombait de l'eau, car un lit se trouvait dessous.

Il y a d'autres déshérités dans cette corporation. Pour aujourd'hui, je vais parler des livreurs des dépôts Nicolas, popularisés par les affiches publicitaires sous le nom de « Nectar », ces travailleurs qui, par tous les temps

portent leur triporteur chargé à plus de 100 kilos de 7 h. 30 du matin à 8 heures du soir pour des salaires de famine allant de 150 à 180 francs par semaine. L'on comprend que M. Nicolas puisse prélever sur ses bénéfices pour subventionner les Croix de Feu.

Mais ces travailleurs en ont assez d'être exploités et une section syndicale des « Nectars », groupant plus de 120 membres s'est constituée et vient renforcer le Syndicat de l'Alimentation, fort de 40.000 membres, dans la région parisienne. Tous ces syndiqués, forts de l'expérience du mois de juin, veulent passer à l'action malgré la direction réformiste du Syndicat.

C'est avec plaisir que nous voyons le réveil d'une catégorie d'exploités qui, dans la région parisienne, englobe 300.000 travailleurs et nous leur disons : « Pour obtenir votre contrat collectif, pour les 40 heures, pour les augmentations de salaires, pour les applications des lois sociales et le respect du droit syndical, en avant vers la grève générale de l'Alimentation ! »

AU GAGNE-PETIT (SAINT-DENIS)
Les ouvrières sont journellement brimées par la contremaitresse au sujet du travail. Depuis une semaine, cette larbine de patron a renvoyé deux ouvrières parce qu'elles n'avaient pas pu faire les taux impossibles pour les pièces.

Nous demandons :
1° Le réembauchage immédiat de ces ouvrières dès lundi ;
2° L'augmentation des temps des pièces ;
3° Le renvoi de la contremaitresse ;
4° Le contrôle ouvrier sur le « Gagne-Petit », par l'intermédiaire des délégués ouvrières.

Notre rayon du P. O. I. de Saint-Denis a distribué un tract à la sortie de la boîte, relatant les revendications des ouvrières, qui fut bien accueilli.

CHEZ BROCHE (19°)
M. Gambert est un flic
Jalous des lauriers du patron assassin Cusinbergh, le patron fasciste Gambert, après les avoir provoqués plusieurs mois (tentative de créer un syndicat jaune), décida de renvoyer les militants syndicaux. Ri-

classés, Militants,
Achetez tous le 1^{er} Décembre le N° 3 du « Chef-d'Œuvre » Organe de Littérature Populaire qui publie
LES DAMNES DE LA TERRE de
Henry POULAILLE roman
Le numéro : 1 fr. 50. L'abonnement pour 12 numéros : 12 francs.
Mandat ou virement C. C. Postal : Batallard-Paris 1204-89.
LES EDITIONS DE
LITTÉRATURE POPULAIRE
60, avenue de La Bourdonnais, PARIS-7^e.

poste des ouvriers qui occupent. Alors Gambert, avec une bande de nerfs, tente de chasser les grévistes et se livre sur des ouvriers à des brutalités ignobles. Repoussé, il capitule. Après Tourny, Clichy... Plus une grève sans le piquet armé : la milice ouvrière !

CHEZ LEBAUDY
La grève continue
La grève continue. La direction tente une suprême provocation : refus de livrer du charbon pour entretenir les fours, au risque d'entraîner un chômage de plusieurs mois.

Les ouvriers ne se laisseront pas ébranler, et les sucreries de l'arrondissement appuieront par l'occupation de masse leur action. Solidarité ! Elargissement des luttes !

A CLICHY
Un assassin d'ouvrier :
M. Cusinbergh
Le jeune Cusinbergh professe la doctrine de MM. La Rocque-Doriot. Les ouvriers résistent pour sauvegarder leur pain.

M. Cusinbergh fait appel à un groupe de nerfs, et se rue sur les ouvriers, revolver au poing. L'ouvrier Tahar Hacherchour tombe, blessé. Aujourd'hui cet honnête travailleur, père d'un enfant, est mort à l'hôpital. Il ne nous suffit pas que l'assassin soit emprisonné, comme le demande l'Humanité.

Le fasciste Cusinbergh applique le plan du patronat de combat. Aux assassins fascistes, les ouvriers doivent répondre par la milice ouvrière armée ! Arme contre arme !

POSTIERS, TELEPHONISTES, TELEGRAPHISTES
Le numéro de novembre de « Révolution » signale des licenciements d'auxiliaires dans les P. T. T. ; pour montrer à tous les travailleurs les contradictions incroyables de notre administration, il faut ajouter que celle-ci persiste à faire effectuer des heures supplémentaires (en terme de métier : calligraphies) par des postiers... titulaires !

Au surplus, ces « califs » ne sont pas causés par un surcroît passager de travail exigeant tout de suite et temporairement un plus grand nombre de travailleurs comme c'est le cas à certaines époques dans certaines industries saisonnières et dans l'agriculture.

Certes, il existe aussi chez nous des périodes plus chargées que d'autres, et nous y reviendrons ultérieurement, mais nous voulons insister aujourd'hui sur les « califs » permanents, sur celles que les amateurs d'heures supplémentaires doivent s'engager par écrit à assurer régulièrement.

Ne serait-il pas possible de supprimer ces « faveurs » et « avantages » (?) et donner ainsi du travail à des auxiliaires en attendant leur titularisation (promise à certains depuis plus de dix ans) ?

Et peut-être aussi l'application des 40 heures permettrait-elle de licencier personne dans les P. T. T. ? Mais, direz-vous, pour cela il faudrait de l'argent ?

Suggérons humblement, comme il sied paraît-il à des fonctionnaires, à M. Jardillier, retour de New-York, d'en toucher deux mots à M. Daladier susceptible de réaliser quelques économies, ne serait-ce qu'en ne gardant pas deux ans nos jeunes camarades dans la grande famille dont il est le père si démocratique, mais si peu nourricier.

Et suggérons à nos camarades des P.T.T. de nous écrire, de nous exposer leur situation, leurs revendications pour qu'avec eux nous commençons ici une campagne pour la défense des intérêts véritables des travailleurs des P.T.T.

Ecrivez à « Auxi », à La « Lutte Ouvrière ».

LA POLITIQUE SYNDICALE

Exemple pratique pour le Contrôle ouvrier

Le 24 octobre 1936, notre Lutte Ouvrière dénonçait les intentions de la direction de chez Panhard-Levasor qui s'appropriait à effectuer des licenciements massifs d'ouvriers et de techniciens.

Déjà, le 17 octobre, nous écrivions : « Ne dit-on pas que Panhard a refusé les commandes à longue échéance des Pouvoirs publics ? »

Panhard veut poursuivre dans tous les domaines la politique du grand patronat : fin octobre il annonce 775 licenciements.

Assistez les ouvriers et techniciens occupent l'usine pour s'opposer à l'offensive du patron.

Puis le personnel, sous la pression des dirigeants syndicaux et du Gouvernement de Front Populaire, accepte la neutralisation de l'usine par le Gouvernement, c'est-à-dire par la police.

Le « socialiste » Max Dormoy est l'arbitre. Un expert est désigné par le Gouvernement pour examiner les conditions de la production de chez Panhard et présente un rapport sur la justification ou la non-justification des licenciements.

Citons le Peuple du 17 novembre : « Le rapport de M. Guinand (expert) est concluant... Une simple réduction du temps de travail suffirait à éviter tout licenciement. Pourquoi si cette solution n'était pas admise, il serait possible, avec les commandes actuellement passées, de réduire les 775 licenciements à 150 pour le personnel ouvrier et à 93 pour le personnel technique. »

Enfin, grâce à l'affaiblissement de la lutte par l'acceptation de

la neutralisation, le conflit s'est terminé par un compromis : 93 licenciements de techniciens et 15 jours de délai accordé aux ouvriers « pour examiner le bien-fondé » du licenciement de 150 des leurs ; et 30 heures de travail au maximum.

Ce conflit montre comment le Gouvernement, avec sa neutralisation, a dû soulever un coin du voile qui recouvre les affaires financières et commerciales du patron.

Mais l'expert a eu bien soin de préciser « les commandes actuellement passées » et de ne pas faire allusion à celles refusées par Panhard. C'est aux ouvriers eux-mêmes à désigner, en accord avec les techniciens de l'usine, une Commission de contrôle chargée de mettre le nez dans les affaires de la maison. Le délai de 15 jours est une tromperie.

La Commission ouvrière de contrôle n'a pas besoin d'être reconnue par les accords, les ouvriers et techniciens doivent l'imposer au patron et contraindre celui-ci à étaler sa comptabilité devant elle et à lui communiquer sa correspondance commerciale.

C'est la seule façon d'agir pour découvrir le « pot aux roses » en déchirant complètement le voile du secret commercial derrière lequel Panhard camoufle son froc.

La connaissance des affaires de la Société Panhard serait certainement une belle démonstration du sabotage auquel se livre la bourgeoisie pour détruire le mouvement ouvrier et rejeter dans une misère plus grande les masses exploitées.

BOITEL.

Le fait de la Semaine

(Suite de la première page)

« Un accord commercial passé bien avant la révolution, entre les gouvernements français et espagnols, stipule que le règlement des paiements commerciaux entre Français et Espagnols doit s'opérer par le moyen d'un clearing. C'est-à-dire que les acheteurs français de marchandises espagnoles ne doivent pas verser entre les mains de leurs vendeurs le prix des marchandises qu'ils leur ont achetées, mais le verser entre celles de l'Etat français qui s'en sert ensuite pour payer aux exportateurs français les sommes qui leur sont dues par leurs acheteurs espagnols. Seul, le solde résultant de la différence entre les achats globaux de la France à l'Espagne et ceux de l'Espagne à la France doit finalement être transféré d'un pays à l'autre. »

Or, sur la demande de l'assassin Franco, le Gouvernement du Front populaire, dirigé par le socialiste (sic) Léon Blum, vient d'autoriser les industriels français, acheteurs du minerai du Riff à verser le prix de ce minerai non dans les caisses du clearing, mais directement aux mines du Riff, actuellement contrôlées par Franco. Cela ne signifie pas autre chose que Léon Blum fournit de l'argent à Franco, cet argent servant à acheter des armes et des munitions pour le massacre des ouvriers espagnols. Vive la neutralité à la manière de Léon Blum !

A cela, il faut opposer le soutien actif et direct des miliciens espagnols, envoi d'armes, des munitions et des vivres aux ouvriers en lutte contre le fascisme, constitution de colonnes françaises armées, formées par des volontaires recrutés par les organisations ouvrières politiques et syndicales en France !

PERO

22^e R. I.
LE REGIME DALADIER A L'ECOLE MILITAIRE : 60 JOURS DE PRISON POUR L' « INTER »

Deux camarades soldats fredonnaient, il y a quelques jours, l'Internationale » dans une chambrée. Un sous-officier les entendit et déposa un rapport à la compagnie.

Ils récoltèrent 60 jours de prison chacun et furent envoyés dans un régiment disciplinaire de l'Est. Nous leur avançons, le contrôle ouvrier. sommes sans nouvelles d'eux depuis.

Grève à Lille

(Suite de la première page)

Ainsi, le succès d'un tel mouvement de grève dépend de possibilités de son élargissement à toute la Métallurgie du Nord, de tout le pays et à toutes les industries dont les revendications essentielles sont les mêmes.

Pour cela, il faudrait une direction révolutionnaire solide dans son unité.

La combattivité des métallos de Lille a ses répercussions dans toute la région. A Valenciennes, avec ses 25.000 métallos, l'agitation est grande. Le samedi 20 novembre, les délégués des usines réunis, décidés à se joindre à leurs camarades de Lille, sont freinés par la direction du Syndicat, comprenant Musmeaux, député stalinien du Nord, qui trahit le Syndicat de délégation en délégation, patronné dans cette tâche par Semat, le secrétaire stalinien de la Fédération des Métaux.

Le patronat marque sa volonté de combat pour mieux asservir la classe ouvrière.

Les dirigeants des Syndicats des Métaux, inféodés à la politique du Parti dit « Communiste », font des efforts pour « éviter » les conflits de classe ; les patrons décident de leur politique de classe dans le même temps.

Semat se déplace à Roubaix le 23 novembre à la rescousse du député Musmeaux.

Aucune stratégie de combat, ces dirigeants mènent le prolétariat à l'aventure, aidés par les réformistes syndicalistes, dont le chef est Léon Joubaux.

Ouvriers métallurgistes du Nord, de la région parisienne, de partout, organisez vous-mêmes vos luttes revendicatives contre le patronat exploiteur, en les unifiant pour engager une grande offensive de classe.

Les 12.000 grévistes de Lille appellent votre solidarité et donnent classe.

Lille est parti seul en l'absence de directives de combat de la direction des Métaux. A vous, métallurgistes, de suppléer cette absence de direction révolutionnaire en la constituant vous-mêmes.

OBSEQUES DE TAHAR-ACHERCHOUR
Tous les camarades du P.O.I. et des J.S.R. assisteront en masque dimanche aux obsèques de Tahar Acherchour autour du drapeau du P.O.I.

Conseils Paysans !

Nous avons à différentes occasions montré la nécessité pour les paysans-travailleurs d'organiser les Conseils paysans comme leur seule arme de défense et d'attaque parce que le meilleur moyen de se défendre est encore d'attaquer.

Vivant dans un milieu de paysans-travailleurs et subissant chaque jour les répercussions des difficultés qui les assaillent, je n'ignore pas plus la misère de l'ouvrier agricole que celle du petit fermier. Incertain de son travail, gagnant peu, après une journée de dur labeur, le journalier se demande chaque jour comment il arrivera à élever sa famille souvent nombreuse.

La position du petit fermier n'est pas meilleure. Du travail, il n'en manque certainement pas, mais encore faut-il qu'il en retire de quoi payer le propriétaire et les impôts, entretenir son matériel aussi, car sans charrette, sans charrue ou sans harnais il ne peut rien faire et l'artisan a lui aussi besoin d'argent pour vivre.

Le petit propriétaire n'a sans doute pas la hantise du fermage à payer à la fin de l'année de travail, mais il n'en est pas moins la proie des autres difficultés du petit paysan, et il ne retire bien souvent de son labeur bien « qu'en se serrant la ceinture d'un cran.

Il ne peut être question à aucun moment de taire ce qui est, la nécessité pour l'ouvrier agricole d'obtenir des conditions de vie moins mauvaises. Mais si cela nécessite pour celui-ci son organisation au sein de son syndicat (1), le petit fermier a lui aussi des revendications spéciales à défendre au sein de la C.G.P. La possibilité d'un organisme unique de défense des revendications ne veut nullement et ne peut pas être la fusion de ces deux syndicats, ce qui serait une absurdité, mais à côté de ces organismes déjà existants, la constitution sur la base locale du Conseil paysan, pour la défense des intérêts communs des différentes catégories de paysans-travailleurs, et leur lutte commune contre le Capitalisme responsable de leur misère.

Les ouvriers agricoles des régions de petite culture ne se libéreront de leur misère que le jour où ils cesseront d'être asservis comme les petits fermiers et petits propriétaires paysans par les propriétaires fonciers et le Capitalisme.

Pour tous le salut est dans LA TERRE A CELUI qui la travaille. Un seul moyen : Conseil paysan. A. BEHEL.

« La Lutte Ouvrière »
salue
les Congressistes
de la
métallurgie

LA VIE DU PARTI

Le coin des Jeunes

Vers un Front Proletarien révolutionnaire des Jeunes

Dans le numéro de novembre de *Révolution*, un article relatait l'état des pourparlers entre les organisations révolutionnaires de la jeunesse (J. S. de la Seine, Jeunes Anarchistes, Jeunes Pacifistes, J. E. U. N. E. S. S., J. S. R.) pour la formation d'un Comité de lutte contre les deux ans comme premier point de la réalisation d'un front prolétarien révolutionnaire de la jeunesse. La réalisation semblait dans la bonne voie. Dans des pourparlers et des conversations particulières, les dirigeants de chacune de ces organisations affirmèrent leur accord. Une date fut fixée d'un commun accord... et personne ne vint. Rien ne servirait de crier au scandale, s'il ne s'était pas passé entre temps un événement qui aide à comprendre ce revirement.

C'est le meeting de Magic-City où parlèrent côte à côte J.E.U.N.E.S. et Jeunes de la Gauche Révolutionnaire et Jeunes Communistes. En fait, les phrases de gauche qui répandaient à profusion dans les dernières semaines les Jeunes Communistes, à la suite du parti, semblent avoir retourné toutes ces organisations. Hier elles voulaient lutter contre la politique d'Union Sacrée menée par le Parti communiste ; aujourd'hui, tout est changé : quelques phrases ont suffi à retourner les résolutions « révolutionnaires ».

Plus exactement encore, le problème leur était posé : entrer dans la voie difficile de la lutte contre l'Union Sacrée, subir, comme nous, les attaques conjuguées de la droite et des bureaucrates stalinien, ou de continuer leur petite vie tranquille, à l'abri de la bureaucratie stalinienne, en se réservant le droit de faire de temps en temps quelques phrases à gauche.

Nous savons qu'en parlant ainsi, nous scandaliserons maint camarades ; nous savons que des camarades des Jeunes socialistes ne manqueront pas d'affirmer que ce que nous disons est pure invention, des camarades anarchistes nieront qu'il existe des relations entre leurs dirigeants et les dirigeants de la Jeunesse Communiste ; et ils auront raison, car ce n'est qu'entre leurs dirigeants et les dirigeants jeunes de la Gauche Révolutionnaire qu'il existe des liaisons et celles-là sont multiples. Quant aux dirigeants des J.E.U.N.E.S., pris entre ceux des J. S. et ceux des J. C., effrayés à l'idée que leur organisation ne résisterait pas quinze jours à une offensive bien menée, ils ne peuvent que redouter la politique qu'on leur impose.

L'argument par lequel on justifie cette politique est bien connu : pour le plaisir de faire le front unique avec une petite organisation, pour laquelle on a d'ailleurs beaucoup d'estime et dont on apprécie l'ardeur révolutionnaire, on ne peut quand même pas se couper d'une grande organisation de masse comme la J. C. dont on voit gagner les éléments à la politique révolutionnaire. Mais l'argument est entièrement faux ; au contraire, le front unique de ces organisations avec la J. S. R. aurait obligé la J. C. à faire le front unique sur une base révolutionnaire, non seulement en paroles, comme nous le voyons, mais en acte. La vérité c'est qu'une fois de plus, entre les révolutionnaires et la force conservatrice de l'appareil, les dirigeants de ces organisations ont choisi la bureaucratie.

Dans sa dernière séance, le Comité Central des J. S. R. a examiné cette situation. Il a décidé d'exprimer nettement son opinion sur cette question et de la faire savoir publiquement. Mais, en même temps, rejetant à la fois toute politique de pleunicheries et de lamentations et toute politique de dénonciation sectaire, qui rendrait toute collaboration ultérieure impossible, il a décidé de renouveler ses propositions pour la formation d'un comité de lutte contre les deux ans et pour le front prolétarien révolutionnaire de la jeunesse. Chacune de ces démarches sera immédiatement rendue publique, soit dans *Révolution*, soit par tract. Nous sommes sûrs que les membres de toutes ces organisations sont comme nous attachés à la réalisation du Front prolétarien révolutionnaire de la jeunesse, qui grou-

perait tous les jeunes qui veulent mener l'action directe contre la bourgeoisie, ses bandes fascistes et son état ; nous sommes certains que cette volonté aboutira rapidement à la réalisation d'une action commune, cohérente et énergique pour un certain nombre d'objectifs précis que nous avons déjà maintes fois définis et que nous précisons encore dans un texte que *Lutte Ouvrière* publiera la semaine prochaine. De la base au sommet, la jeunesse prolétarienne luttera dans la voie de l'action directe pour la révolution prolétarienne.

HIC.
UNE NOUVELLE BROCHURE
EDITEE PAR LES J.S.R.

Les 2 ans c'est la guerre!

VIENT DE PARAITRE
L'unité : 0 fr. 30.
Les 10 : 2 fr. 75.
Les 100 : 25 francs.
Passez vos commandes au C.C.P.
Fred Zeller, n° 203374, boulevard Magenta, 93, Paris-10°.

NANTES

Lettre ouverte à M. Thorez, Secrétaire général du P.C. Français
Placé en face de votre numéro du dimanche 18 octobre, je crois, avoir le droit, en tant qu'ancien militant du P. C., de me sentir révolté à la lecture de certaines déclarations et plus particulièrement de celle qui est adressée au Parti radical avant le Congrès de Biarritz.

Un paragraphe intitulé « Pour le maintien de l'ordre public » contient un appel à la modération, au calme, à la dignité, au respect de la propriété privée. Vraiment, Messieurs les Communistes, il ne vous reste plus rien à envier aux conservateurs si aiment combattus par vous il y a deux ou trois ans encore.

« Fidèles aux traditions françaises », écrivez-vous plus loin. On est ici en droit de s'étonner en voyant à quel point vous êtes devenu patriotes. Et que faites-vous de l'internationalisme ? Et de la formule de Marx selon laquelle « les Proletaires n'ont pas de Patrie » ? Et que signifie votre « sans la moindre ingérence dans les régimes intérieurs des peuples » ? Voulez-vous savoir de quelle monnaie s'apprennent à vous payer vos chers « amis » radicaux ? Qu'il me suffise de vous rappeler que M. Gaston Veil, directeur du Populaire de Nantes, a déclaré : « L'alliance avec les Communistes ne s'est faite que sur le terrain de la lutte antifasciste, mais, et surtout, par les moyens légaux dévolus par la démocratie bourgeoise, et dans le respect des droits de chacun. Mais si les Communistes tentaient d'instaurer en France le régime des Soviets, ils trouveraient devant eux le Parti radical-socialiste. »

C'est clair et c'est franc. Mais vous, monsieur Thorez, combien de temps encore continuerez-vous à duper les masses de la sorte ? Etes-vous devenus des « rigolos » ou bien prenez-vous vos lecteurs pour des imbéciles ?

Je voudrais maintenant vous faire entendre l'opinion d'un simple ouvrier. Vous avez eu en juin dernier une situation révolutionnaire dont vous n'avez pas voulu profiter, et que vous ne retrouverez peut-être jamais. Mais votre capitulation honteuse devant la démocratie bourgeoise, votre abandon de tous les principes révolutionnaires, n'empêcheront pas la faillite de cette démocratie. Votre tactique de la main tendue aux Croix de Feu et aux Catholiques ne vous a rien rapporté et vous a fait perdre les meilleurs éléments du Parti, éléments qui ne vous reviendront plus.

Le seul résultat de cette attitude aura été de nous éclairer sur la faillite complète de votre Internationale et de nous faire comprendre que la voie de la révolution était celle de la IV^e Internationale.

Monsieur Thorez, je vous salue.
THARRAUD.

Deux cents travailleurs à Maison-Alfort acclament notre Parti

Vendredi dernier, notre cellule du P. O. I. organisait une réunion publique à Maisons-Alfort pour l'aide aux travailleurs d'Espagne et pour le Front prolétarien révolutionnaire.

Plus de deux cents travailleurs se pressaient dans la salle et applaudirent avec vigueur les discours de Fred Zeller et de Rousset qui dénoncèrent la politique impérialiste du gouvernement Blum qui maintient les deux ans et porte le budget de la Guerre, à plus de vingt milliards. Ils montrèrent, avec des exemples précis, la trahison de la II^e et de la III^e Internationale dans les affaires d'Espagne.

Deux responsables du rayon stalinien vinrent apporter une contradiction courtoise. Ils reconnurent que « les camarades trotskystes se battaient héroïquement en Espagne contre les Franco et les Molla ». Ils demandèrent à ce que nous organisions en commun une réunion publique sur la situation en U. R. S. S. avec temps égal de parole à chaque orateur du P. O. I. et du P. C. Ils reconnurent que leur Parti avait évolué, mais que la situation exigeait maintenant d'assurer une solide défense nationale et qu'il ne s'agissait pas de lutter contre l'armée ni de pratiquer le défaitisme révolutionnaire.

Rousset leur répondit en enregistrant leurs importantes déclarations et la salle se vida au chant de l'« Internationale ».

Les répercussions de notre réunion seront grandes dans ce fief stalinien.

TROTSKI accuse STALINE
LÉON TROTSKI LA RÉVOLUTION TRAHIE
Traduit par VICTOR SERGE
GRASSÉ 18 fr.

Le Gérant : AIACHE.
Carré-Pierson, 35, boul. Strasbourg Paris-10°



Inscription au minium faite par nos camarades de Bourges.

CE QU'IL FAUT LIRE

| | | |
|--|---|--|
| LIVRE ROUGE sur le Procès de Moscou par L. SEDOV 1 vol. de 125 pages... 4 ^{fr} par 10 ex... 35 ^{fr} | ANDRE GIDE RETOUR DE L'UR.S.S. Un vol. 6 ^{fr} | CLAUDE NAVILLE ANDRE GIDE ET LE COMMUNISME Préface de P. Naville Un vol. 5 ^{fr} |
|--|---|--|

PUBLICATIONS POPULAIRES, 45 Passage Dubail, C.C. Postal: Naville - 1233-20 - PARIS.

L'école bolchevik

SANS THEORIE REVOLUTIONNAIRE, PAS DE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Les deux premières leçons du cours de notre camarade Van sur la formation de la société capitaliste ont eu lieu avec succès.

Ce cours comprendra encore trois leçons :

III. — L'ensemble de la production capitaliste, les crises, l'impérialisme.

IV. — L'économie pendant la guerre, le capitalisme d'Etat, la grande crise, l'économie du déclin capitaliste.

V. — Quelques notions sur l'économie soviétique. Récapitulation. Compléments. Interrogatoires.

Il est encore temps, pour vous, de participer à ce cours. Venez-y sans tarder dès lundi prochain.

Dès maintenant, une série de perfectionnements de l'Ecole bolchevik sont envisagés. Dans le prochain numéro de la « Lutte » nous en parlerons et nous publierons le programme du prochain cours.

Les cours ont lieu tous les lundis à 21 heures, café d'Artagnan, 52, boulevard Magenta. Donc, lundi 30 novembre :

Troisième partie :

L'ensemble de la production capitaliste, les crises, l'impérialisme.

A AUXERRE

Démocratie à la mode staliniste

Le P.C. donnait un meeting avec discours de Varenne. Exposé sur la nécessité de tendre la main aux Croix de feu, et sur les bienfaits du gouvernement de Front populaire. Eloge des généraux espagnols « qui font leur devoir ».

Un délégué de notre parti voulait intervenir pour expliquer qu'il fallait tendre la main aux Croix de feu avec une trigue au bout, pour montrer que les avantages acquis ne l'avaient été que par l'action de masse, pour montrer qu'il avait conduit en Espagne l'éloge de « l'armée républicaine ».

Mais ceux qui fraternisent avec les radicaux, tendent la main aux Croix de feu, ne veulent pas donner la parole aux trotskystes.

Les ouvriers jugeront et se prononceront pour l'action révolutionnaire avec le P.O.I.

NOS ENQUETES

Dans nos prochains numéros paraîtront une série d'enquêtes de grande importance.

La première aura trait à LA VIE CHERE et aux moyens de lutter contre LA VIE CHERE.

Communications et Convocations

NOTE DE L'ADMINISTRATION ATTENTION

Nous demandons encore une fois à nos lecteurs et camarades de ne pas envoyer de chèques postal libellé : « Publications Populaires » ou « Parti Ouvrier Internationaliste ». Plusieurs commandes n'ont, de ce fait, pas pu être exécutées. Pour la REVUE, les LIVRES et les BROCHURES, ENVOYER LES CHEQUES OU MANDATS POSTAUX AU NOM DE NAVILLE. Au cas contraire, les chèques et mandats sont renvoyés à l'expéditeur.

VIE DU PARTI

STATUTS

Cette semaine sont adressés à tous les membres du Parti les fascicules contenant la Charte et les Statuts du P. O. I. Tous les adhérents doivent le demander aux secrétaires de groupe.

TRESORERIE

Nous rappelons à tous les groupes la nécessité de se mettre en règle avec la trésorerie. Faire les versements au C. C. postal Bardin.

Permanence du Comité Régional. — Chaque jour, au local, 15, passage Dubail, de 18 à 20 heures.

COMITE DE REDACTION DE LA « LUTTE OUVRIERE »

Les nécessités matérielles nous obligent à paraître le jeudi.

En conséquence, le comité de rédaction aura lieu tous les vendredis, à 19 heures.

Outre les membres désignés, les rayons doivent y adresser des délégués.

Chaque groupe local doit donner régulièrement les comptes rendus de son activité dans son coin (usines, quartiers, villages). Il est rappelé que sous peine d'entraîner des retards dans la parution du journal, toute la copie doit être remise, au plus tard, lundi soir 6 h. 30, tout dernier délai.

Comité d'administration de « La Lutte Ouvrière »

Les camarades libres le jeudi soir doivent se rendre au local, dès 2 h. pour le piage et l'expédition du journal.

PARIS

XI^e P. O. I. — Réunion tous les vendredis, lieu et heure habituels.

12^e arrondissement. — Permanence du P. O. I. : le dimanche, de 10 h. à 12 heures, au 219, faubourg Saint-Antoine.

14^e. — Réunion P. O. I. : Tous les jeudis, lieu habituel.

Cellule du 15^e. — Réunion tous les mercredis, 21 heures, 1. h.

P.O.I. 17^e. — Tous les mercredis, 21 h., café Ducloux.

XVIII^e P. O. I., J. S. R. — Vendredi 21 heures, café Noël, 99 bis, rue Ordener.

19^e Rayon. — Réunion du P.O.I. tous les vendredis à notre local à l'heure habituelle. Permanences : tous les jours de 18 à 20 h. et le dimanche matin de 9 h. à midi, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès.

P. O. I. 20^e. — Dimanche matin, à 9 h. 30, rue du Barrage, pour la vente du journal.

Réunion de cellule le vendredi, à 20 h. 30.

BANLIEUE CHOISY-LE-ROI

Permanence tous les dimanches matins, 10 heures à midi, au café 9, rue Carnot, à Choisy-le-Roi.

Saint-Denis. — Tous les mercredis soir, à 21 heures précises, 38, boulevard Jules-Guesde, réunion obligatoire de cellule du P. O. I. et J. S. R. Sympathisants fraternellement invités.

PROVINCE

AUXERRE. — La « Lutte Ouvrière » est en vente chaque semaine chez Bonnet correspondant Hachette, rue de Paris.

AVIGNON. — La « Lutte Ouvrière » est en vente : Bar-Tabac, place de l'Horloge et au kiosque Monclar.

Permanence du P. O. I. tous les jours, de 18 heures à 20 heures. Le dimanche, de 9 heures du matin à midi, Bar du Limar ; rue du Limas.

Nouzonville. — « La Lutte Ouvrière » se trouve chez Pilard, marchand de journaux. Pour tous renseignements concernant le P. O. I., s'adresser à Michon, à Levrézy, et à Marchal, Nouzonville.

Saint-Etienne. — « La Lutte Ouvrière » est en vente tous les dimanches, au kiosque de la place du Peuple, côté gauche.

L'organe des Jeunes Socialistes Révolutionnaires, « Révolution » est en vente au même endroit.

Marseille. — P. O. I., Rayon de Marseille. — Permanence tous les

dimanches matin de 10 heures à midi, Civette Noailles, 16, marché des Capucines. La « Lutte Ouvrière » est en vente dans les principaux kiosques. Les dépôts les plus importants en sont faits : au kiosque de la vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie ; au kiosque du boulevard Garibaldi, dans le prolongement du cours Lieutaud et à 20 mètres du bar Provence ; à l'entrée de la gare de l'Est (départ pour Aubagne et les camions).

Pour la correspondance, écrire au secrétaire du P. O. I., Civette Noailles, 16, marché des Capucines, Marseille.

Lille. — J. S. R., P. O. I. : Permanence tous les soirs, de 6 à 7 h. 16, rue Saint-Sauveur. Pour toutes demandes de renseignements, écrire au P. O. I., à l'adresse ci-dessus.

La « Lutte Ouvrière » et « Révolution » se vendent régulièrement au Tabac de la rue Noire (coin de Béthune) et au Tabac, 19, rue du Molinel.

Toulon. — « La Lutte » et « Révolution » sont en vente aux kiosques, place Puget, Martin, Bidouré, Noël, avenue Vauban.

Permanence du P. O. I., Civette de la Gare, tous les samedis, à partir de 20 heures.

Nice. — « La Lutte Ouvrière » et les brochures du P. O. I. sont en vente chez Roques, 15, rue Assalut.

Lyon : Venez tous à notre permanence au siège des Jeunes Socialistes Révolutionnaires et du P. O. I., 17, rue d'Alger (à cinq minutes de la gare de Perrache).

Le journal « Révolution » est en vente aux :

Kiosques : Angle qui J-Courmont et rue de La Barre ; place Carnot.

Librairies : 1, rue de Marseille ; 69, rue Saïmon-Reinach, (7^e arrondissement).

J. S. R.

Le dimanche 29 novembre, se tiendra un Congrès régional J. S. R. salle d'Artagnan, 52, boul. Magenta.

Comité Régional J. S. R. — Lundi à 21 heures.

Tenue des J. S. R. — Tous les J. S. R. doivent se procurer la tenue.

En vente au centre au prix de 12 fr. Voir Lessart.

J. S. R. — Cellule du 4^e. — Permanence tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XI^e J. S. R. — Tous les jeudis, heure et lieu habituels.

J.S.R. 17^e. — Tous les vendredis, 21 h., café Cautel.

19^e. — Réunion J. S. R. — Tous les mardis, lieu habituel.

J. S. R. — 20^e arrondissement. . . Réunion mercredi, même heure, même adresse.

En avant avec « La Lutte »

Nous avons l'intention de faire chaque semaine, à cette même place, le classement de la vente à la criée, de façon à créer de l'émulation et mettre en concurrence nos cellules de Paris et de province.

Déjà de gros efforts ont été accomplis pour la vente à la criée. Marseille qui, ces dernières semaines, avait perdu pied, repart avec 200 numéros. La 14^e cellule de Paris talonne Marseille et la semaine prochaine affirme prendre définitivement la tête du classement.

Amiens, une nouvelle cellule passe de 10 numéros à 40 ! Pour la banlieue parisienne, Choisy-le-Roi maintient sa vente à 100 exemplaires, talonné de près par Maisons-Alfort. Comme toujours, la 4^e cellule rouille et conserve jalousement la dernière place !

L'administration a fait de gros efforts pour assurer régulièrement la parution du journal tous les jeudis. A partir du 1^{er} décembre, le prix de « La Lutte » sera porté à 0 fr. 50 de façon à nous permettre d'améliorer le contenu et la présentation. Que tous redoublent d'efforts.

LE CLASSEMENT DU NUMERO 21

1. Marseille, 200 numéros ; Paris-14^e, 200 ; 3. Paris-12^e, 130 ; 4. Paris-19^e, 110 ; 5. Choisy-le-Roi, 100 ; Avignon, 100 ; Lyon, 100 ; Toulon, 100 ; Lille, 100 ; 10. Paris-17^e, 90 ; 11. Maisons-Alfort, 80 ; 12. Colombes, 60 ; 13. Paris-11^e, 50 ; Paris-5^e, 50 ; Paris-15^e, 50 ; Paris-20, 50 ; Levallois, 50 ; Loriet, 50 ; Métz, 50 ; 20. Amiens, 40 ; 21. Nantes, 30 ; Villeurbanne, 30 ; 23. Saint-Mandé, 25 ; Saint-Denis, 25 ; 25. Paris-13^e, 20 ; Aulnay, 20 ; 27. Paris-4^e, 15.

13 Février
Fête de « Révolution »